

Fiche syndicale | 24 décembre 2020

La CAPEB rencontre le Président du Sénat



Jeudi 17 décembre, le Président de la CAPEB a rencontré le Président du Sénat, Gérard Larcher.

Relance et rénovation énergétique

Le Président Repon a rappelé au Président du Sénat l'importance d'encourager les ménages à réaliser des travaux de rénovation dans leur logement, « la rénovation étant le cœur de métier de nos entreprises » a-t-il souligné.

La CAPEB attend des pouvoirs publics et des parlementaires un soutien continu pour maintenir l'activité du secteur. Le Plan de Relance « France Relance » et le Plan de rénovation énergétique des bâtiments répondent, en partie, à nos attentes.

« Certes les crédits sont là, mais 2 Milliards d'€ de crédits ne font pas 2 milliards d'€ de travaux. N'oublions pas que la rénovation des logements répond aussi à la loi du marché, la loi de l'offre et de la demande. » a indiqué Jean-Christophe Repon.

Le Président de la CAPEB a fait observer que la TVA à 5,5 % pour l'ensemble des travaux de rénovation est précisément un des modes de soutien le plus efficace pour les entreprises et le plus lisible pour les ménages qui réalisent des travaux.

« C'est du pouvoir d'achat qui est restitué aux ménages et donc de l'activité pour nos entreprises » a précisé le président de la CAPEB.

« La revendication de la TVA à 5,5 % pour l'ensemble des travaux de rénovation n'est pas nouvelle et ne constitue pas une surprise », a constaté le Président Larcher, soulignant par là-même qu'il était bien informé de notre demande récurrente.

Surtout, Jean-Christophe Repon a alerté le Président du Sénat sur les inquiétudes de la CAPEB concernant le label RGE et le dispositif des CEE.

Jean-Christophe Repon a rappelé l'impérieuse nécessité de simplifier les dispositifs et de véritablement mettre en place, comme nous le demandons, l'audit « au coup par coup ».

Concernant par ailleurs les mesures en faveur de la rénovation des bâtiments publics, Jean-Christophe Repon a indiqué qu'il approuvait les annonces du Gouvernement.

Il a précisé que le relèvement des seuils à 100 000 € allégeait les contraintes pour nos entreprises en matière de marchés publics, mais que la CAPEB restait vigilante quant à la nécessité de préserver l'allotissement pour nos entreprises.

Représentativité patronale et dialogue social

C'est en tant qu'ancien ministre du travail, que le Président du Sénat a été sensible à ces questions sociales qui irriguent la vie de nos entreprises.

Jean-Christophe Repon a surtout tenu à manifester auprès du Président Larcher tout l'attachement de la CAPEB à revoir les règles concernant la représentativité patronale et plus généralement les questions touchant au dialogue social.

Jean-Christophe Repon a rappelé au deuxième personnage de l'Etat que 95 % des TPE du bâtiment ont moins de 10 salariés et 80 % des TPE ont moins de 20 salariés.

« Les petites entreprises, tout comme les grandes, ont voix au chapitre dans le concert des relations sociales ; aujourd'hui ce n'est pas le cas, et la CAPEB dénonce la volonté d'hégémonie des grandes entreprises sur les plus petites. Ce n'est pas normal, même si, à ce jour, cela reste légal. Nous demandons une égalité de traitement » a insisté Jean-Christophe Repon.

L'année 2021, qui procédera au renouvellement de la pesée patronale, sera cruciale pour les entreprises artisanales.

Sur ce point le Président Larcher partage nos préoccupations, mais n'a pas caché que le calendrier parlementaire, très chargé, ne serait pas de nature à favoriser l'examen d'une proposition de loi que nous appelons de nos vœux.

Convention citoyenne pour le climat et RE 2020

Sur ces deux projets, Jean-Christophe Repon a clairement déploré que les organisations professionnelles n'aient pas été consultées.

Gérard Larcher partage notre analyse et indique que l'approche environnementale en matière de logement nécessite au préalable de « construire une offre pragmatique, concrète et donc opérationnelle en lien avec l'ensemble des acteurs de la filière » .

Le Président du Sénat déplore l'absence d'études d'impact pour des projets d'une telle importance.

La rénovation énergétique sera au cœur des débats parlementaires sur le futur projet de loi issu de la Convention Citoyenne pour le Climat.

Jean-Christophe Repon en appelle au soutien du Président du Sénat pour défendre notre proposition de favoriser les Groupements Momentanés d'Entreprises (GME) dans le cadre de l'examen de ce projet de loi.

La CAPEB a également rappelé que le secteur restait hostile aux obligations de travaux préconisés. Le Président de la République semble enclin à répondre à nos inquiétudes.

En conclusion, le Président du Sénat nous a assuré de son écoute bienveillante sur les préoccupations exprimées par le Président Repon au cours de cet entretien en nous incitant à poursuivre, comme la CAPEB le fait régulièrement, les rencontres avec ses collègues Sénateurs spécialisés sur les thématiques de notre secteur.